

rendu public qu'après le référendum. Je devrais attendre que le leader du gouvernement soit ici pour lui poser la question, mais je lui en donne un préavis.

J'ai également certaines questions à poser au sujet de la participation du premier ministre au développement de la mine Westray, en Nouvelle-Écosse, et j'en ai d'autres sur l'ALENA.

J'espère que lorsque le sénateur Murray arrivera, nous pourrions revenir à la période des questions, de manière que nous puissions soulever ces questions et obtenir une réponse aujourd'hui au lieu d'obliger le leader adjoint du gouvernement à reconnaître qu'il ne peut y répondre, ce qui est fort compréhensible, ou à s'engager simplement à les transmettre au leader du gouvernement.

Voici donc ma question: lorsque le leader du gouvernement arrivera aujourd'hui, pourrions-nous lui poser ces questions?

● (1420)

L'honorable John Lynch-Staunton (leader adjoint du gouvernement): Honorables sénateurs, il existe une période des questions, et c'est durant celle-ci qu'il faut poser les questions.

Le sénateur Frith: C'est bien ce que je pensais; vous fermez boutique et allez vous blottir dans un coin.

LA CONSTITUTION

LE BUDGET DU COMITÉ MIXTE SPÉCIAL—LA VENTILATION DES DÉPENSES

L'honorable Peter A. Stollery: Honorables sénateurs, j'ai une courte question que je vais poser au leader adjoint, car elle nécessite un peu de recherche.

Durant les séances du Comité mixte spécial sur la Constitution, cinq conférences ont eu lieu. Le sénateur Beaudoin a récemment présenté le budget final du Comité mixte. J'ai posé la question, mais tout ce que j'ai pu appendre, c'est que 8,96 millions de dollars ont été affectés pour les cinq conférences. Je n'ai pas réussi à obtenir une ventilation de ces quelque 9 millions de dollars. Je veux connaître les dépenses réellement engagées—est-ce plus, est-ce moins—et savoir comment les fonds ont été répartis. J'aimerais obtenir ces renseignements.

LE FINANCEMENT DU COMITÉ DU RÉFÉRENDUM—LES FRAIS DE PUBLICITÉ

L'honorable H. A. Olson: Honorables sénateurs, je voulais poser une question au leader du gouvernement au Sénat au sujet des 20 millions de dollars que le gouvernement du Canada dépense pour faire de la publicité à la télévision. J'ai posé une question semblable l'autre jour. Cette question, qu'on peut lire à la page 2105 du *Hansard*, est la suivante:

L'honorable H.A. Olson: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au leader du gouvernement au sujet de l'appui financier accordé au soi-disant comité du oui qui a vu le jour hier.

A-t-on prélevé directement ou indirectement des fonds du trésor fédéral pour financer ce comité?

Le leader du gouvernement s'est levé, et sa réponse a été simple et directe: «Non, honorables sénateurs.»

Honorables sénateurs, un des réseaux de télévision a effectué une analyse sur les techniques de publicité, analyse à

laquelle ont participé un certain nombre de personnalités canadiennes. Cette question a fait l'objet d'une discussion.

Il en ressort, semble-t-il, qu'on peut regarder n'importe quel réseau de télévision à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit et voir des messages publicitaires, payés par le gouvernement fédéral, concernant diverses choses, mais que la plupart de ces messages sont liés à l'unité du Canada et font indirectement allusion au débat constitutionnel actuellement en cours.

Tout ceux qui prenaient part à la discussion était d'accord pour dire que ces messages publicitaires visaient de façon non équivoque à amener les gens à voter d'un côté ou de l'autre, la plupart prônant le «oui». Et le ministre répond un non catégorique à ma question à ce sujet.

Je lui ai ensuite posé une autre question:

Y a-t-il des années-personnes du Bureau du Conseil privé qui sont affectées à ce comité?

Encore une fois, le sénateur Murray a répondu: «Non, honorables sénateurs.» Je voudrais que le leader adjoint demande au leader du gouvernement, lorsqu'il viendra ici plus tard aujourd'hui ou demain, s'il voudrait réviser quelque peu cette réponse. Je n'ai pas besoin de lui faire un dessin; il connaît les conséquences que cela peut avoir lorsqu'on induit le Sénat en erreur.

● (1430)

L'honorable John Lynch-Staunton (leader adjoint du gouvernement): En réponse au sénateur Stollery, je vais certainement faire les démarches nécessaires pour me renseigner et j'espère pouvoir trouver une réponse qui saura le satisfaire.

En réponse au sénateur Olson, je suis satisfait des réponses du leader du gouvernement et je ne vois pas la nécessité d'aller plus loin.

Le sénateur Olson: Eh bien moi, je ne suis pas satisfait.

Le sénateur Lynch-Staunton: Peut-être que le sénateur devrait s'adresser directement au leader.

Le sénateur Olson: Le leader adjoint voudrait-il transmettre le message au leader? C'est tout ce que je lui demande.

Le sénateur Lynch-Staunton: Je ne serai pas votre porte-parole.

L'ÉCONOMIE

LES TAUX D'INTÉRÊT—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable H.A. Olson: Honorables sénateurs, le 22 septembre, j'ai posé au sénateur Murray une question au sujet des taux d'intérêt et de la politique du gouvernement à ce sujet. Comme on peut le lire à la page 2075 du *Hansard*, le sénateur Murray a dit:

Je dois dire, en passant, qu'aux dernières nouvelles, le dollar a effectué une remontée assez impressionnante sur les marchés internationaux. Je ne sais pas si le sénateur avait des renseignements à jour à son arrivée.

Ensuite, le sénateur Olson a dit:

Non. Je n'ai pas obtenu de renseignements aussi à jour depuis des années. J'en suis reconnaissant au ministre.

Depuis, la valeur du dollar a encore baissé. Celle-ci se situe maintenant à un peu plus de 80 cents, alors qu'elle était d'environ 81 cents lorsque j'ai posé la question. Ne vous